

Kuklick, Bruce, *American Policy and the Division of Germany : The Clash with Russia over Reparations*, Cornell University Press, New York, 1972, 285 p.

Jean-René Chotard

Volume 6, numéro 2, 1975

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700556ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700556ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chotard, J.-R. (1975). Compte rendu de [Kuklick, Bruce, *American Policy and the Division of Germany : The Clash with Russia over Reparations*, Cornell University Press, New York, 1972, 285 p.] *Études internationales*, 6(2), 271–272. <https://doi.org/10.7202/700556ar>

forces que les modèles ignorent. Ceci est poussé à une limite extrême avec l'économie hyperquantifiée contemporaine dont la rigueur formelle ne la sauve aucunement de l'idéologie. Mais c'est aussi vrai de l'économie classique depuis les physiocrates, Adam Smith, Malthus et Ricardo, etc. Ceux-ci ont lié leur théorie à la loi de la division du travail, à celle de la croissance des populations et des biens, ou à celle des salaires conçue de façon formelle. Ils n'ont ainsi pas vu que ces lois ne contenaient aucune limite intrinsèque permettant d'en corriger l'application et les effets. La thèse libérale du « laissez-faire » ou de la « main invisible » n'a été qu'une idéologie, une abstraction, couvrant l'intervention croissante de l'État dans la vie sociale, intervention que continuent à couvrir les modèles économiques les plus formels, les plus « objectifs » ou « neutres ». La pensée, même la pensée économique, est ainsi parfois ironique !

On découvre ici une grande naïveté, c'est le moindre qu'on puisse affirmer. L'ouvrage de Koopmans n'y échappe pas quand, par exemple, le premier de ses trois essais traite de la centralisation et de la décentralisation comme s'il n'y avait pas dans toute société un pouvoir centralisateur, l'État, et comme si toute centralisation ou décentralisation n'était pas un rapport de pouvoir, soit ultimement un rapport politique. Et il faut bien se rendre compte que cette naïveté n'est pas innocente et sans conséquence. Sans l'avoir cherché, bien au contraire, l'ouvrage de Koopmans fait la démonstration non seulement que la science économique moderne *camoufle* un problème politique, mais encore plus qu'elle *est* un problème de nature politique même si celle-ci n'est pas l'ultime dimension des sociétés humaines.

André VACHET

*Département de science politique,
Université d'Ottawa*

KUKLICK, Bruce, *American Policy and the Division of Germany: The Clash with Russia over Reparations*, Cornell University Press, New York, 1972, 285p.

Dans un ouvrage bien documenté, Bruce Kuklick analyse la politique américaine des réparations vis-à-vis de l'Allemagne, de 1943 à 1946. L'examen de ce problème soulève immédiatement une question : celle d'un accord à réaliser en la matière avec les Soviétiques. Alliés dans la Seconde Guerre, États-Unis et Union soviétique essaient pendant la période étudiée ici de parvenir à une entente sur le sujet.

Après avoir montré que le gouvernement américain n'était pas exempt d'attitudes contradictoires pendant les hostilités, l'auteur établit l'existence d'une politique clairement définie au début de 1945. L'avènement de Truman, homme moins nuancé que son prédécesseur, et la certitude désormais acquise d'une victoire prochaine y poussent grandement. L'objectif des États-Unis se situe dans une vaste perspective qui tient compte à la fois de la situation économique régnant dans les années 1930 et des résultats de la Seconde Guerre.

Conscients d'être la plus forte puissance, les États-Unis projettent un type d'organisation internationale qui satisfasse leur intérêt et corresponde à leur vision de la politique. Ils adoptent une conception multilatérale fondée sur l'existence d'un puissant marché international. Ils réagissent ainsi à la situation qui prévalait entre les deux guerres lorsque la crise avait entraîné la contraction des économies nationales et la création d'une série d'unités économiques tendant à l'autarcie.

C'est ainsi qu'ils sont amenés à définir la place nouvelle que devra occuper l'Allemagne. Pour priver celle-ci de toute velléité militaire, ils envisagent un moment de démanteler ses industries (c'est le plan Mor-

genthau). Très vite, cependant, ils abandonnent ce plan afin d'utiliser les aptitudes économiques du pays vaincu à la reconstruction en Europe. Ils en comptent deux avantages. D'une part, ils auront une moindre tâche de soutien à assumer vis-à-vis du continent ravagé. D'autre part, ils intègrent un puissant potentiel économique dans le réseau du commerce mondial que contrôlent les États-Unis.

C'est à ce point que le problème cesse d'être bilatéral. Les Soviétiques, en effet, co-vainqueurs de l'Allemagne, envisagent de faire payer à celle-ci une partie des destructions causées pendant la guerre. Volontairement vagues et imprécis sur leurs intentions au cours des hostilités, les Américains refusent ensuite à leurs partenaires les moyens de trouver des compensations à leurs pertes du temps de guerre. Successivement, ils les empêchent d'avoir accès aux riches régions industrielles allemandes et ils posent des conditions inacceptables à l'octroi d'un prêt, qui sera d'ailleurs fourni en 1947 aux pays d'Europe occidentale.

L'auteur explique la fermeté de cette attitude par l'illusion que nourrissent les dirigeants américains d'amener les Soviétiques à infléchir leur régime dans un sens plus libéral. Cet objectif ne sera pas atteint et Kuklick voit dans l'entêtement américain la cause principale de la division durable de l'Allemagne et de l'Europe. Pas davantage les États-Unis n'empêcheront l'URSS de devenir une puissance économique.

La question des responsabilités dans le déclenchement de la guerre froide se trouve ainsi soulevée. B. Kuklick ajoute, de ce fait, une pièce à la tentative des nouveaux historiens américains pour réévaluer le rôle de leur propre pays dans cette affaire. À la suite de G. Kolko et D. Horowitz, il conclut sur une note radicalement différente de celle des historiens traditionnels.

Jean-René CHOTARD

*Département d'histoire,
Université de Sherbrooke*

LEMELIN, Claude et MARION, Jean-Claude, *Le Canada français et le Tiers-Monde* (Cahiers des sciences sociales, n° 1), University Ottawa Press, Ottawa, Ont., 1963, 82p.

La recherche faite par Claude Lemelin et Jean-Claude Marion sur *Le Canada français et le Tiers-Monde* s'adresse, non seulement aux gouvernants qui doivent, dans la détermination de leur politique, tenir compte de l'opinion publique, mais aussi à tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, s'intéressent aux problèmes du sous-développement.

En effet, c'est la première fois qu'une telle étude est faite, dans ce sens, au Canada. Bien que les auteurs reconnaissent que, dans un pays comme le Canada, l'opinion publique est un sujet d'observation assez difficile, ils n'ont pas hésité à prendre ce risque. Cependant, ils se sont attachés uniquement à sonder l'opinion des Québécois qui constituent une entité bien distincte.

Les auteurs ont utilisé la méthode de sondage dite « méthode probaliste », tout en essayant de l'adapter aux conditions du milieu en cause. Près de 3 000 questionnaires ont été expédiés, mais seulement 18,3% des personnes interrogées ont jugé nécessaire de répondre.

Une telle méthode comporte certainement des lacunes – d'ailleurs les auteurs l'ont reconnu – mais il n'en demeure pas moins qu'elle permet d'avoir une bonne idée sur cette question grâce aux éléments de réponses qui s'en dégagent.

Il ressort de ce sondage que la grande majorité des Québécois (82%) sont favorables à l'aide aux pays en voie de développement et consentent même à accepter des sacrifices pourvu que cette aide soit vraiment efficace. Seuls, 29% de la population consultée, s'accordent à dire que l'argent affecté à l'aide au Tiers-Monde doit être utilisé pour réduire le chômage au Canada.